



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité

SEMAINE DU 2 SEPTEMBRE AU 9 SEPTEMBRE 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	3
EUROPE	9
PROCHE & MOYEN ORIENT	11



AFRIQUE

SOMMET EXTRAORDINAIRE DE LA CEDEAO

Samedi dernier, en prévision du sommet extraordinaire de la communauté économique des Etats d’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) prévu le 14 septembre à Ouagadougou, les dirigeants du Mali et du Niger se sont exprimés sur la lutte face au djihadisme, point central de leur rencontre.

Si, lors de sa création, la CEDEAO avait pour mission de favoriser l’intégration économique des pays d’Afrique de l’Ouest et de promouvoir la coopération intra-régionale dans ce domaine, son rôle s’est bien vite étendu aux questions de maintien de la paix ; stabilité et prospérité allant souvent de pair.

C’est donc autour de la question de la coopération internationale face au djihadisme que se réuniront le 14 septembre prochain les chefs d’Etat d’Afrique de l’ouest, zone particulièrement touchée par l’essor du terrorisme islamiste. Les propositions issues de ce sommet seront présentées à la prochaine session de l’ONU, qui s’ouvrira à la fin du mois.

EN BREF

- COMPOSITION D’UN NOUVEAU GOUVERNEMENT AU SOUDAN

Jeudi 5 septembre, le nouveau premier ministre soudanais, Abdallah Hamdok, a annoncé dans une conférence de presse la composition du gouvernement soudanais. Composé de dix-huit membres qualifiés par ce dernier de « plus représentatif des différents Etats du Soudan », il aura la difficile mission de restaurer la stabilité dans les régions du Darfour, du Nil Bleu et du Kordofan du Sud encore traversées par de nombreux groupes armés. Mais aussi de mettre un terme à la crise économique, aux origines de la contestation qui avait conduit à la destitution du président Omar El-Béchir.

La mise en place de ce gouvernement devrait être suivi dans les mois à venir, comme convenu dans les accords de transition de celle d’un organe législatif, composé aux deux-tiers de représentants des Forces pour la liberté et le changement (FLC).



AMERIQUE - ETATS-UNIS

RUPTURE DES NEGOCIATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS ET LES TALIBANS : BILAN ET ENJEUX

Samedi 7 septembre, dans un coup de théâtre brutal dont il est coutumier, le président Trump a procédé sur *Twitter* à une annonce qui marquait une double rupture puisqu'il a annulé les rencontres secrètes qui devaient avoir lieu à Camp David avec les dirigeants du mouvement taleb et le président Ghani (séparément) tout en mettant un terme au processus de négociation engagé depuis le début de l'année entre l'administration américaine et la direction des Talibans. Cette annonce fait suite à un attentat à Kaboul, jeudi 5 septembre, ayant coûté la vie à douze personnes dont un soldat américain. Cette attaque a été revendiquée par le groupe rebelle malgré l'accord préliminaire de principe que Zalmay Khalilzad, représentant spécial de la Maison-Blanche pour la réconciliation de l'Afghanistan, était alors en passe de conclure avec le leadership insurgé lors des pourparlers à Doha. Cette nouvelle inflexion majeure constitue l'occasion de faire le point sur les résultats de ce cycle inédit de négociations et sur les enjeux de la présence militaire américaine sur le théâtre afghan.

En effet, le dernier week-end de l'été a été marqué par l'annonce faite par Zalmay Khalilzad, qu'Américains et Talibans s'approchaient de la version définitive d'un accord. Ce texte devait se traduire par le retrait de cinq bases d'environ 5600 soldats américains, soit environ un tiers des quelques 14 000 militaires américains actuellement déployés dans le pays (sur un total d'environ 22 000 soldats internationaux). Ce retrait aurait dû s'effectuer dans les cinq mois (135 jours) suivant la signature de l'accord. Du côté taliban, l'accord aurait impliqué un engagement à réduire la violence et à prévenir la reconstitution d'un sanctuaire terroriste sur le sol afghan, en particulier au profit d'al-Qaïda et de Daech. Cet accord qui se profilait entre les Américains et les Talibans aurait constitué un premier jalon en vue de l'ouverture d'un cycle de négociations intra-afghanes entre le groupe rebelle et le gouvernement afghan du président Ghani, soutenu par les Etats-Unis, qui aurait pris place à Oslo. Dans la perspective initiale, l'accord, si les négociations avaient abouti et qu'il avait été signé, aurait eu vocation à ouvrir la voie à un retrait de l'essentiel des forces américaines d'ici novembre 2020, conditionné à trois éléments :

- 1° que les Talibans engagent des négociations avec le gouvernement afghan ;
- 2° qu'ils réduisent le niveau de violence à proximité des zones actuellement contrôlées par les forces américaines ;
- 3° qu'ils excluent les combattants étrangers des zones dont ils ont le contrôle.



Cependant, si ces négociations marquaient une tentative historique de dialogue entre les belligérants, comme en témoignent les neuf cycles de pourparlers, et semblaient avoir permis de modestes avancées, les parties étaient encore vraisemblablement loin de trouver un consensus. Ce manque de consensus, lié au manque de confiance structurel qui caractérise la relation entre le mouvement talib et l'administration américaine, rendait donc la signature de l'accord très incertaine.

Côté américain, l'identité du signataire du potentiel accord n'était pas encore arrêtée, il aurait pu s'agir de Zalmay Khalilzad, du secrétaire d'Etat Mike Pompeo ou bien encore d'une simple déclaration conjointe. La révélation que des rencontres secrètes étaient prévues à Camp David laisse désormais envisager la possibilité que Donald Trump lui-même aurait pu signer le texte. Selon des sources afghanes, le secrétaire d'Etat américain aurait refusé de signer une version de l'accord qui aurait équivalu à une reconnaissance des Talibans comme entité politique. Ces derniers avaient en effet proposé que l'accord engage les Etats-Unis et l'Emirat islamique d'Afghanistan, à savoir le nom officiel du régime fondé par les Talibans lors de leur prise du pouvoir en 1996. De son côté, le général Joseph Dunford, *Chairman of the Joint Chiefs of Staff*, avait émis une sérieuse réserve en éliminant toute perspective de désengagement total des forces américaines à ce stade, estimant qu'en l'état, les forces afghanes n'étaient pas en mesure d'assurer la sécurité du territoire afghan en l'absence de soutien international. Il a préconisé une approche pragmatique, tout accord devant être fondé sur l'évolution concrète des conditions sur le terrain.

A ce titre, le maintien d'un très haut niveau de violence dans le pays faisait planer un doute sérieux quant aux perspectives réelles d'un apaisement du climat sécuritaire. Ainsi, les cycles de négociation prenaient place parallèlement à une recrudescence des offensives et attaques conduites par les Talibans et Daech dans le pays. La fréquence de ces attaques est devenue quasi quotidienne, comme en témoigne la dernière en date, un attentat-suicide à Kaboul le 5 septembre, faisant environ dix victimes, dont un soldat américain et un soldat roumain, à laquelle s'est référé le président Trump dans sa décision de rompre les négociations. En parallèle, les offensives talibanes se sont multipliées à travers le pays pour prendre le contrôle de districts tenus par le gouvernement afghan (Kunduz, Baghlan, Badakhshan). Cette recrudescence de la violence des groupes islamistes se traduit par le nombre élevé de soldats américains tués en Afghanistan en 2019, soit 14 à la fin du mois d'août, un chiffre qui se place juste derrière celui de 2014 (40), alors que les opérations de combat en Afghanistan (*Operation Enduring Freedom*) venaient de prendre fin. Il convient en outre de rappeler que les pertes subies par les forces de sécurité et de défense afghanes ainsi que par la population civile sont encore largement supérieures. Au-delà des Talibans, l'Afghanistan est le théâtre d'une montée en puissance de Daech qui y disposerait d'environ 3500 combattants, et procède également à de



multiples exactions dont la dernière, le 17 août, fit une soixantaine de victimes. Par ailleurs, différents rapports internationaux et américains mettent en exergue le renforcement des cellules d'al-Qaida dans les zones contrôlées par le mouvement taleb. Or, cette dynamique, en cas de retrait américain trop hâtif, risquerait de s'étendre à l'ensemble de la région, suscitant de nouveaux facteurs d'instabilité.

Au plan politico-stratégique, les risques liés à un désengagement précipité des forces américaines du théâtre afghan ont été mis en exergue tant par des experts américains que par les représentants du gouvernement afghan.

En effet, plusieurs observateurs pointent le risque qu'un retrait partiel ouvre la voie à un processus irréversible conduisant au désengagement rapide de l'ensemble des forces américaines. Surtout, un retrait trop rapide pourrait réduire à néant l'essentiel des progrès péniblement réalisés jusqu'ici, en particulier en matière de formation et d'équipement des forces de sécurité et de défense afghanes, plongeant à nouveau l'Afghanistan dans une guerre civile systématisée au détriment des quelques avancées réalisées en matière sociale. De fait, le niveau opérationnel des forces afghanes, amélioré par le long travail de formation et d'équipement conduit par les différents détachements internationaux, est encore loin de conférer au gouvernement afghan la capacité d'assurer de façon autonome le combat contre les groupes islamistes qui infligent régulièrement de lourdes pertes à l'armée, à la police et aux milices de défense afghanes. Or, dans un contexte intérieur de campagne électorale, le président Trump pourrait se montrer enclin à précipiter le retrait américain, jouant sur l'impopularité du conflit aux Etats-Unis et son lourd coût humain (environ 2400 soldats américains, 38 000 civils afghans) et financier (près de 1000 milliards de dollars).

Ensuite, les termes de l'accord laissent pendante la question du rôle du gouvernement afghan dans le futur du pays, et son articulation avec le mouvement taleb, les Talibans refusant jusqu'ici d'entreprendre tout dialogue avec le gouvernement du président Ghani, conditionnant une telle démarche au retrait intégral des forces internationales. Alors que plusieurs rapports, notamment celui de l'inspecteur spécial du Pentagone pour la reconstruction de l'Afghanistan (*SIGAR*) estiment que les Talibans contrôlent environ la moitié du territoire afghan et pointent les faiblesses structurelles des forces de sécurité et de défense afghanes, la perspective d'un accord de partage du pouvoir entre les deux parties semble bien peu réaliste.

Une autre limite majeure du processus de négociation entrepris réside dans la faible prise en compte du peuple afghan et des Afghans qui ont soutenu les efforts américains et occidentaux (forces spéciales, interprètes, gardes de sécurité, maintenance, conseillers...). Ces Afghans sont particulièrement pris pour cible par les Talibans. Certains ont pu demander des visas spéciaux mais l'attente, souvent



longue, se fait toujours sur le territoire afghan, les plaçant dans une situation très vulnérable. Or, un retrait américain retarderait encore plus ce processus explique Ryan Crocker, ancien ambassadeur américain à Kaboul (2011-2012) dans un article pour le *Washington Post*. Un désengagement entraînerait également la fin des emplois et de la sécurité que leur offrait la présence des bases américaines. L'ancien ambassadeur compare ce retrait à celui opéré à l'issue de la guerre du Vietnam : le retrait américain dès la fin des années 1960 et les accords de paix de Paris de 1973 n'ont pas amené la paix dans le pays divisé et les partenaires vietnamiens des Etats-Unis furent exécutés, emprisonnés ou obligés de fuir leur pays pour fuir ces représailles.

Parallèlement, la menace terroriste de Daech reste très présente en Afghanistan et constitue un angle mort des négociations, même si elle constitue un danger tant pour les forces américaines que pour les Talibans eux-mêmes. Les attentats revendiqués par le groupe islamiste dans le pays se multiplient et prennent de l'ampleur. A cet égard, il existe un différend entre l'armée américaine et les services de renseignements américains au sujet de Daech en Afghanistan. Les militaires estiment que le groupe terroriste représente en Afghanistan une menace pour les pays occidentaux et donc pour les Etats-Unis alors que le renseignement américain considère qu'il reste principalement un problème régional et une menace plus pour les Talibans eux-mêmes que pour les pays occidentaux. L'armée américaine souhaite donc que l'administration maintienne des forces spéciales dans le pays afin d'endiguer le terrorisme ainsi que d'empêcher la chute du gouvernement afghan : pour un certain nombre de généraux américains, la présence militaire américaine en Afghanistan durant ces dernières dix-huit années a contribué à prévenir une nouvelle attaque sur le sol américain. L'armée et le renseignement s'accordent cependant pour dire que Daech représente une menace avérée pour la population civile afghane, notamment à Kaboul et à Jalalabad. Un rapport de l'ONU datant du milieu de l'été estime que l'Etat islamique au Khorassan (nom de Daech en Afghanistan) serait responsable de la mort de 423 civils sur les 3812 tués ou blessés (11%) en Afghanistan pendant le premier semestre 2019. L'autre menace reste qu'une fraction plus ou moins importante des Talibans ne rejoigne les rangs de l'Etat islamique après la signature d'un accord de paix : dès 2014 et l'implantation du groupe en Afghanistan, des Talibans lui ont fait allégeance, en partie sous le coup de la stratégie de terreur mise en œuvre par Daech. En septembre 2015, un rapport de l'ONU estimait qu'environ 10 % des insurgés afghans avaient prêté allégeance à l'EI. Or, d'après les négociations tenues avec les Américains et les termes potentiels de l'accord, les Talibans devraient garantir la non-agression des autres groupes islamistes envers l'Occident.

Plus largement, les négociations interrompues par le Président américain samedi 7 septembre avaient commencé il y a pratiquement un an et se trouvaient à la fin de leur neuvième cycle. Elles devaient conduire à mettre fin à un engagement américain



de dix-huit ans sur le théâtre afghan, commencé après les attentats du 11 septembre dont le dix-huitième anniversaire sera commémoré dans quelques jours. Ce désengagement s'inscrit dans un mouvement plus large de « pivot stratégique », qui se traduit par une évolution de la politique étrangère américaine et un déplacement de la priorité stratégique des Etats-Unis vers l'Asie. Le Moyen-Orient n'est donc plus au centre des préoccupations américaines : ceci a été acté dès la présidence de Barack Obama qui avait mis fin aux opérations de combat américaines en Afghanistan en 2014. L'arrivée à la Maison-Blanche de Donald Trump n'a pas constitué une rupture dans cette dynamique, bien au contraire : le Président, qui dénonçait les coûts humains et financiers du conflit en l'absence de résultats probants, avait d'abord envisagé un désengagement complet d'Afghanistan avant de se raviser et de présenter une nouvelle stratégie en août 2017, doublée d'un renforcement du dispositif américain sur le théâtre afghan. Le retrait des forces américaines de Syrie annoncé par Donald Trump en fin d'année dernière s'inscrit dans le même mouvement. Néanmoins, « l'Orient compliqué » ne cesse de revenir au premier plan du jeu géopolitique et demeure central dans l'agenda politico-stratégique américain.

Dans ce contexte, le revirement annoncé par le président Trump suscite de nouvelles incertitudes et soulève une série de questions : la perspective d'un accord est-elle définitivement enterrée ou simplement suspendue ? L'arrêt des négociations va-t-il se traduire par un regain de violences et le maintien durable des forces américaines sur le théâtre dans un contexte de durcissement du conflit ou au contraire par un désengagement massif, actant l'impossibilité du dialogue avec l'insurrection talibane ? Quelles seront les conséquences de cette annonce sur les élections présidentielles afghanes, maintes fois repoussées pour ne pas entraver le processus de négociations, qui doivent se tenir le 28 septembre et qui devraient notamment voir s'affronter le président sortant Ashraf Ghani et son Premier ministre Abdullah Abdullah ?

EN BREF

- DEMISSION DE JASON GREEBLATT AU POSTE DE REPRESENTANT SPECIAL

Jason Greenblatt a démissionné de son poste de représentant spécial pour les négociations internationales, au titre duquel il était chargé de l'élaboration d'un plan de paix pour le conflit israélo-palestinien. La date de présentation du plan a été reportée au 17 septembre, date des élections législatives israéliennes. Il devrait être remplacé par Avi Berkowitz, un avocat proche de Jared Kushner qui sert actuellement comme conseiller à la Maison-Blanche.

- LE PENTAGONE DEBLOQUE 3,6 MILLIARDS POUR LA FRONTIERE AVEC LE MEXIQUE

Mardi 3 septembre, le Pentagone a débloqué 3,6 milliards de dollars pour financer la construction d'infrastructures sur 280 km le long de la frontière américano-mexicaine. A cette fin, le département de la Défense a reporté 127 projets de construction et de modernisation d'infrastructures militaires aux Etats-Unis et à l'étranger prévus dans son budget 2019, a précisé à la presse un de ses porte-



parole, Jonathan Hoffman. Des programmes d'armement pourraient également être touchés par cette réallocation de fonds.



EUROPE

L'ARMÉE POLONAISE ACCELERE LA MODERNISATION DE SES EQUIPEMENTS AU SALON DE KIELCE

Lors du salon de l'armement de Kielce, qui se tenait du 3 au 6 septembre en Pologne, le ministère de la Défense polonais a multiplié les annonces de contrats d'armement avec ses principaux pays partenaires.

Le jeudi 5 septembre, en visite à Kielce, le ministre de la Défense Mariusz Blaszczak a publiquement adressé une demande aux industriels américains Lockheed-Martin et Raytheon pour acquérir des missiles anti-char FGM-148 Javelin. Les 185 missiles à lanceur mobile doivent équiper l'armée de Terre polonaise.

Lors de sa prise de parole, Mariusz Blaszczak a par ailleurs confirmé la demande d'une autre livraison auprès de Lockheed Martin, cette fois pour l'achat de cinq avions de transport militaire C-130 H Hercules. La lettre de commande doit désormais être validée par l'agence de coopération militaire des Etats-Unis chargée d'autoriser les contrats à l'export.

L'acquisition de matériel de défense aérienne fait partie du plan de modernisation de l'armée polonaise à l'horizon 2026 signé par le ministre Blaszczak en mars dernier. Ce vaste programme d'équipements doit fournir la marine, l'armée de Terre et l'armée de l'Air. Le tout pour un budget total de 44 milliards d'euros (185 milliards de zlotys). En avril 2019, la marine polonaise a signé un contrat portant sur la livraison de quatre hélicoptères AW101 avec le fabricant italien Leonardo pour 414 millions d'euros. A Kielce, Leonardo a fait savoir que la firme se préparait à fournir des hélicoptères de combat AW249 à l'armée polonaise.

Lors de sa visite à Washington deux mois plus tard en juin, le président polonais Andrej Duda a confirmé la commande de 32 F-35 produits par Lockheed Martin. Présent à Kielce, le chef du programme F-35 chez Lockheed Martin a indiqué que les industriels polonais seraient impliqués dans le processus de construction des avions, qui aura une composante localement polonaise.

Le programme de rééquipement de l'armée polonaise fait la part belle aux industriels américains, au premier rang desquels Lockheed Martin. Dans un contexte de tensions avec son voisin russe, la Pologne multiplie les appels du pied à son partenaire historique, Washington. Au cours de sa visite à Washington, le président Duda a



demandé à nouveau à Donald Trump d'installer une base américaine permanente en Pologne sous prétexte de sécuriser le flanc oriental de l'OTAN, après s'être déclaré à financer cette base à hauteur de deux milliards d'euros à l'automne 2018. Les Etats-Unis s'y refusent pour l'instant, acceptant simplement l'envoi de 1 000 soldats supplémentaires en Pologne.

EN BREF

- CREATION DE L'ESCADRON DES SYSTEMES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATIONS AERONAUTIQUES EN GUYANE (ESICAERO)

Le 2 septembre 2019 l'ESICAéro a été créé à Kourou. Onze aviateurs assisteront la base aérienne 367 de Cayenne-Rochambeau, en atteste un communiqué de presse du ministère des Armées. Ils œuvreront en particulier à la surveillance de l'espace aérien, ainsi qu'à la protection du centre spatial guyanais et de la souveraineté nationale.

- ANNONCE DE LA CREATION D'UNE « TASK FORCE ENERGIE »

Afin de faire face aux prévisions du Service des essences des Armées, qui annonce une hausse de 20% des consommations de carburants, et pour tenter de réduire l'empreinte environnementale des Armées, la ministre des Armées, Florence Parly, a annoncé la création d'une « Task Force Energie ». Ses objectifs : prévention des risques environnementaux, maîtrise des transports de personnels, rénovation énergétique de logements, développement des énergies renouvelables et adaptation des activités des sites militaires pour la préservation des espèces menacées.



PROCHE & MOYEN ORIENT

ETABLISSEMENT D'UNE ZONE DE SECURITE A LA FRONTIERE SYRO-TURQUE

Ce dimanche 8 septembre, six véhicules blindés turcs ont traversé la frontière à Tal Abyad pour effectuer leur première patrouille conjointe avec les forces américaines. La patrouille a pris fin à la mi-journée avec le retour des forces turques de leur côté de la frontière.

La fin du mois de juillet 2019 a vu s'accroître les tensions entre les Turcs et Forces Démocratiques Syriennes (F.D.S) – une alliance militaire arabo-kurde dominée par les Unités de Protection du Peuple kurde (Y.P.G). De part et d'autre de la frontière syro-turque, des troupes ont été amassées dans la crainte d'un affrontement, alors que les escarmouches succèdent aux provocations. Le 19 juillet, le général en chef des F.D.S, Mazlum Abdi, a même déclaré : « Si l'armée turque nous attaque, ce sera la guerre ». Des incidents tel celui de Sere Kaniye le 22 juillet rendent patent le potentiel explosif et déstabilisateur de la situation. À cette montée des tensions, les Etats-Unis ont réagi par l'établissement d'une médiation.

Dans un contexte où le processus entamé lors des accords d'Astana puis de Sotchi s'enraye – la poche d'Idlib échappant au contrôle turc et les rebelles perdant progressivement le contrôle de la partie sud de la poche – la Turquie cherche à affermir ses positions dans le nord de la Syrie. Le 4 août le président Erdogan a indiqué à ses homologues russe et américain que ses troupes se préparaient à entrer dans la zone kurde de Manbij, depuis longtemps dans le viseur turc. Cela a eu pour effet d'accélérer les négociations turco-américaines pour l'établissement d'une zone tampon à la frontière syro-turque. Un accord a été signé le 7 août dernier à la suite de trois jours de discussions, installant un centre de coordination des opérations conjointes ainsi qu'une zone de sécurité.

Toutefois, les contours de cette dernière restent encore flous. Les Turcs prétendent que cette zone doit avoir une profondeur de 32 kilomètres tandis que le général des F.D.S n'entend accorder que 5 kilomètres de profondeur, à l'exception de quelques endroits entre Ras al-Aïn et Tal Abyad où la zone pourrait s'étendre entre 9 et 14 kilomètres de profondeur. En réalité, l'accord a surtout été signé pour poursuivre le dialogue et éviter des affrontements meurtriers comme le rappelle justement Riyad al-Khamis, chef du conseil militaire des F.D.S à Tal Abyad lorsqu'il affirme « Nous appliquons l'accord et n'avons aucun problème avec cela tant que cela empêche la



guerre ».

Une telle bonne volonté kurde se comprend lorsque l'on constate le peu d'alliés dont ils disposent sur la scène internationale. S'aliéner les Etats-Unis en rejetant l'accord serait la dernière chose à faire. Côté américain, cette médiation est surtout l'occasion de réaffirmer le rôle des Etats-Unis dans la gestion des conflits syriens et un moyen pour éviter qu'Ankara, seule grande puissance régionale, n'ait que Moscou comme interlocuteur sur ce théâtre d'opérations.

Le 26 août, les Y.P.G, en coordination avec les forces américaines, ont entamé leur repli de la zone frontalière syro-turque préparant les patrouilles conjointes de ce dimanche.

EN BREF

- LES ETATS-UNIS CONFIRMENT LES POURPARLERS AVEC LES HOUTHIS AU YEMEN

L'administration Donald Trump a confirmé jeudi 5 septembre qu'elle était en pourparlers avec les rebelles houthis au Yémen. "Notre objectif est de tenter de mettre fin à la guerre au Yémen", a déclaré le secrétaire adjoint aux Affaires du Proche-Orient, David Schenker, lors d'une visite en Arabie Saoudite.

- L'ANNONCE DU PLAN DE PAIX POUR LE MOYEN-ORIENT DES ÉTATS-UNIS RETARDEE ENCORE UNE FOIS

Le 28 août, l'administration Donald Trump a retardé encore une fois l'annonce de son plan de paix pour la région piloté par Jared Kushner. La raison en serait les élections en Israël du 17 septembre où la réélection de Benjamin Netanyahu n'est pas assurée.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Clémence Cassé, Lucie Haignéré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère,

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Adrien Sémon, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Naël Madi, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière, Simon Roche, Ilan Garcia